

[François Lenglet : «Comment augmenter les impôts quand notre niveau de prélèvement est sans équivalent dans le monde ?» \(lefigaro.fr\)](#)

## François Lenglet : «Comment augmenter les impôts quand notre niveau de prélèvement est sans équivalent dans le monde ?»

Par [Ronan Planchon](#)

Publié hier à 21:16, Mis à jour hier à 23:00



François Lenglet. *Le Figaro*.

François Lenglet. *Le Figaro*.

**ENTRETIEN - Alors que les comptes publics sont à la dérive depuis le début du second quinquennat d'Emmanuel Macron, l'imbroglie politique né de la dissolution de l'Assemblée nationale pourrait aggraver encore la situation budgétaire de la France, analyse le journaliste économique.**

*François Lenglet est journaliste économique à TF1 et RTL. Dernier livre paru : Combien de temps ça va durer ? - 100 vérités bonnes à dire (Plon, 2023).*

**LE FIGARO. - Le profil du nouveau premier ministre, Michel Barnier, libéral et européiste convaincu, est-il susceptible de rassurer les marchés ?**

**FRANÇOIS LENGLET. -** Malgré les qualités de [Michel Barnier](#) - c'est un homme expérimenté et respecté en Europe - on peut craindre qu'il n'ait pas l'assise politique suffisante pour mettre en œuvre le plan de redressement dont le pays a besoin. Un vrai besoin, car [au plan budgétaire, tout dérape à partir de 2021-2022](#). C'est alors qu'il aurait fallu resserrer le budget, comme tous les autres pays l'ont fait, en profitant de la reprise exceptionnelle. Mais la campagne électorale présidentielle intervient, avec une réélection d'Emmanuel Macron sans projet ni majorité.

À ce moment-là, le président aurait pu faire une alliance avec Les Républicains pour remettre un peu d'ordre dans la maison. Or il est parti dans le sens inverse, seul avec ce qu'il restait de ses alliés, se lançant dans des dépenses inconsidérées. Début 2024 encore, Bruno Le Maire plaidait avec raison pour une loi de finances rectificative, il n'est pas écouté. Michel Barnier va devoir passer la serpillière.

**Cela signifie que le redressement des comptes n'est pas possible aujourd'hui ?**

La conséquence la plus grave de la dissolution, c'est d'avoir rendu très difficile l'ajustement budgétaire, en raison du nouveau rétrécissement de la majorité relative au profit des extrêmes. Rétrécissement qui impose une coalition de facto à trois avec le RN, lequel va peser tout son poids sur les orientations de la politique économique. Quant à la gauche, rien à espérer de ce côté-là, elle en est revenue à l'avant-congrès de Tours, en 1920, lorsque les réformistes et les révolutionnaires étaient confondus au sein d'un même parti. Inéluctablement, le centre s'affaïsse progressivement au profit des marges. Et il est à craindre que le gouvernement Barnier n'accélère cette radicalisation.

**Constituer une large coalition des « raisonnables » pour résoudre les difficultés n'est pas envisageable ?**

C'est semble-t-il le nouveau rêve d'Emmanuel Macron : adapter la pratique gouvernementale française à la disparition du fait majoritaire. Et permettre chez nous des coalitions comme ailleurs en Europe, autour d'objectifs. Il ne s'agit en réalité que d'un nouvel avatar du « en même temps », destiné à prolonger la prévalence d'un centre malmené par les électeurs. Cela ne peut que renforcer encore les extrêmes. D'ailleurs, le fait majoritaire a-t-il vraiment disparu, lorsqu'on voit le score du RN aux européennes ou au premier tour des législatives ?

Les finances publiques sous la présidence Macron, c'est comme le portrait de Dorian Gray : plus le temps passe, plus les lézardes apparaissent

**Le nouveau premier ministre, Michel Barnier, répète que la dette de la France est telle qu'il va falloir faire des économies. Dans le même temps, Pierre Moscovici estime qu'une hausse des impôts ne doit pas être exclue. Est-ce inéluctable ?**

Avec le niveau de prélèvement que la France connaît - sans précédent dans l'histoire du pays, sans équivalent dans le monde - il devrait y avoir une ligne rouge : ne pas augmenter le niveau global des impôts, quitte à en modifier la répartition. Faute de cela, les conséquences négatives se multiplieraient, pour la société et pour les rentrées d'impôts elles-mêmes. Au-delà d'un certain seuil, le contribuable met en place des stratégies d'évitement. On pointe souvent le risque d'exil fiscal, il est avéré, mais seuls les Français qui le peuvent partiront : des entrepreneurs, des artistes...

Il y a d'autres risques. L'essor de l'économie au noir notamment – l'exil fiscal du pauvre, c'est le travail au noir. Ou tout simplement le découragement, qui dissuade l'investissement et le travail et amoindrit croissance, revenus et assiette fiscale, c'est-à-dire les rentrées d'impôts. Quand Pierre Moscovici dit qu'il ne doit pas y avoir de tabou sur l'impôt, attention quand même. Il est bien placé pour savoir qu'un choc fiscal mal calibré, comme celui qu'il a lui-même mis en œuvre sous la présidence Hollande, est mortifère. En 2012, il a annoncé 30 milliards de taxes pour réduire le déficit et ç'a été une catastrophe dont on a mis trois ans à se remettre.

**Où sont les marges de manœuvre budgétaires aujourd'hui, impôts ou coupes budgétaires ?**

Elles sont d'abord dans les coupes dans les dépenses. Contrôle plus strict des arrêts maladie et des transports sanitaires pour les dépenses de santé par exemple, mise sous conditions de ressources de toutes les allocations logement, suppression des innombrables passe culture, aides à l'achat de vélos électriques, bonus réparation et autres bimbéloteries coûteuses, qui ne font que renchérir le prix de ces services pour le consommateur. À la marge, un prélèvement sur les plus favorisés est possible, entreprises et particuliers, au titre de l'« effort de guerre », comme l'avait fait Sarkozy en 2011. Il s'agit de répartir les sacrifices, car les coupes budgétaires frappent davantage les ménages modestes et moyens que les favorisés. Et les très aisés ont été les grands gagnants fiscaux de la présidence Macron, avec la réforme de l'ISF et la flat tax.

Il faudrait associer à cela une vigilance accrue sur l'efficacité de la dépense publique. La Cour des comptes a publié récemment un rapport édifiant sur les quelque 40 milliards dépensés pour l'hôpital depuis le Covid, qui n'ont pas amélioré la situation, parce qu'on n'en a pas modifié l'organisation et le fonctionnement. C'est un travail titanesque, qui a été largement oublié par la présidence actuelle. Le rapport qualité-prix de la dépense publique française est resté médiocre. Jamais nos dépenses n'ont été aussi élevées, et pourtant les services publics peinent.

**Comment expliquer ce paradoxe ?**

Par l'absence d'évaluation, en dehors des précieux rapports de la Cour des comptes, et le manque de réforme de la machine administrative. Et, plus généralement, par la dévoration progressive opérée par la redistribution, les transferts aux ménages, au détriment des crédits alloués aux services publics et aux fonctions régaliennes. Un phénomène profondément ancré dans notre culture. Déjà, Tocqueville remarquait que les Français de l'Ancien Régime assaillaient l'État, c'est-à-dire le roi, de demandes de compensation quand les récoltes n'étaient pas suffisantes ou que telle industrie subissait un revers. Le pouvoir centralisé à outrance de l'absolutisme a conforté sa légitimité en distribuant les subsides. Aujourd'hui, même les entreprises attendent beaucoup de

l'État. Il existe une propension du contribuable français, quelle que soit sa nature, à demander secours et compensations devant le risque et le préjudice.

Ce vieux problème a pris une acuité nouvelle avec la crise du Covid, qui nous a désinhibés. Elle a libéré l'étatisme délirant de notre président, tant dans la production de réglementations que dans l'arrosage automatique de crédits. Et elle a légitimé notre travers collectif à tout attendre de l'État. La désinhibition a été d'autant plus forte qu'il n'y avait plus de contrainte budgétaire, puisque la BCE achetait nos emprunts comme la baleine avale le plancton. D'un certain côté, pour les Français et leur président, c'était le monde idéal, l'achèvement ultime du projet national, avec une hydre étatique régnant sur des citoyens déresponsabilisés : une sorte d'union soviétique qui a duré un trimestre.

Mais aujourd'hui, la réalité revient. Les finances publiques sous la présidence Macron, c'est comme le portrait de Dorian Gray : plus le temps passe, plus les lézardes apparaissent. Et l'invocation du Covid et de la crise énergétique comme explication n'est pas suffisante. Car tous les pays de la zone euro ont subi ces deux crises. Or, entre fin 2019 et fin 2023, la dette française a augmenté de 12,5 % du PIB, contre 4,5 %, en moyenne, dans la zone euro. Concrètement, la France a dépensé, ces quatre années-là, 8 points de PIB plus que les autres, cela représente 230 milliards d'euros. Il y a bien un facteur français spécifique, prévalant.

### **Dans un état surendetté, la désindexation des retraites des plus aisés n'est-elle pas la piste la plus évidente d'économies ?**

Si. C'est la méthode traditionnelle française, jouer sur l'illusion monétaire. Lorsque l'inflation était forte, nous en avons profité à plein. Il est tout à fait possible que le gouvernement Barnier retarde l'indexation des retraites sur les prix de décembre à avril prochain pour faire gagner 2 milliards ou 3 milliards d'euros à l'État. C'est beaucoup plus difficile de faire des coupes franches.

La France soutient sa croissance avec des déficits budgétaires, l'Allemagne, la sienne avec des excédents commerciaux : je te tiens, tu me tiens... Mais il n'est pas exclu qu'un jour, on arrive au bout de cette logique, ce qui provoquerait l'Armageddon et une explosion de l'union monétaire

En 1958, [de Gaulle arrivant au pouvoir alors que le pays et son budget étaient effondrés](#), avait commandé un rapport sur le redressement du pays à Jacques Rueff, un haut fonctionnaire. Ce document pourrait servir de guide encore aujourd'hui. De Gaulle s'en était inspiré, mettant par exemple en place une franchise médicale de 6000 anciens francs par an, soit 130 euros d'aujourd'hui, une sacrée somme – les plus pauvres en étaient exemptés. Imaginez si le gouvernement décidait d'instaurer une telle mesure aujourd'hui... Une franchise de 50 centimes par boîte de médicaments suscite déjà un tollé.

### **L'imbroglie politique dans lequel a été plongé le pays après les résultats des législatives du 7 juillet n'a pas provoqué la déroute financière redoutée. Est-ce parce que la monnaie européenne, l'euro, joue son rôle de bouclier ?**

Oui, en grande partie. Il y a trente ans, on imaginait que l'euro allait inciter la France à gérer ses finances de façon plus vertueuse, à cause des contraintes du traité de Maastricht, les fameux « critères ». En réalité, la monnaie européenne a eu l'effet inverse. L'euro est comme un oreiller mis sur le signal d'alarme : il permet de ne plus entendre la sirène. Car, avec lui, les crises monétaires ont disparu. Trente ans après Maastricht, on peut donc dire que l'euro a protégé et prolongé nos travers, au grand dam de nos partenaires, les Allemands au premier chef.

Nous l'avons asservi et utilisé pour dépenser davantage. S'il n'y avait pas eu l'euro, nous n'aurions probablement pas pu nous permettre de tels écarts. Au Royaume-Uni, la première ministre Liz Truss a été virée en six semaines par les marchés financiers, qui redoutaient le creusement du déficit après l'annonce de son programme économique saugrenu.

**Pour autant, les crises financières au sein même de l'euro ne sont pas exclues. On l'a vu avec la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, etc.**

C'est vrai. Le calme apparent n'est donc pas forcément significatif. L'économiste Hyman Minsky a montré que le déclenchement d'une crise n'est ni prévisible ni linéaire. Les crises financières ressemblent à des tas de sable. Elles se construisent petit à petit, grain après grain, jusqu'au moment où un grain fait s'effondrer le tas de sable à cause de déséquilibres jusqu'alors invisibles. Nous ne sommes pas à l'abri qu'un événement imprévu comme la démission d'un gouvernement génère la peur des marchés et provoque une crise. Mais le scénario de la secousse financière n'est pas le seul qui soit désagréable. Il y a aussi la lente asphyxie sous l'effet d'une charge d'intérêt dont le poids dans le budget ne cesse de grimper, et qui dévore nos marges de manœuvre budgétaires.

**Durant la campagne des législatives, Bruno Le Maire avait agité l'épouvantail de « *la mise sous tutelle de la France par la Commission européenne et le FMI* ». Les Français doivent-ils craindre « une mise sous tutelle » du FMI ?**

Je n'en suis pas sûr. Une tutelle du FMI en France, voisine de celle qu'a connue la Grèce, aurait des conséquences politiques et monétaires incalculables, ce serait la fin de l'union monétaire. Notre poids relatif dans la zone euro est trop élevé. Le vrai butoir, pour la France, et le seul, ce serait une crise avec les Allemands qui commenceraient à hausser les sourcils, en craignant d'avoir à régler la note, ou bien que leur crédibilité monétaire ne soit entachée. Jusqu'ici, ce risque leur semble acceptable, car ils tirent profit de l'euro avec leurs exportations dans une zone monétaire stabilisée.

Il y a une sorte de pacte franco-allemand implicite, un accord d'arrière-pensées, comme toujours en Europe. La France soutient sa croissance avec des déficits budgétaires, l'Allemagne, la sienne avec des excédents commerciaux : je te tiens, tu me tiens... Mais il n'est pas exclu qu'un jour, on arrive au bout de cette logique, ce qui provoquerait l'Armageddon et une explosion de l'union monétaire. Les frasques françaises se laveront en famille, en Europe. C'est inévitable, parce que nous utilisons la monnaie de l'Europe. De fait, les finances françaises sont une question européenne, même si nous avons gardé une souveraineté relative en matière budgétaire.